

22 mars 2012

**Appel : « Pour une autre méthode de construction des programmes scolaires ».**

De nombreux programmes scolaires sont aujourd'hui l'objet de polémiques publiques et de contestations fortes notamment parmi les enseignants chargés de les mettre en œuvre.

Cette situation est le fruit d'une politique éducative brutale qui considère que l'élaboration des programmes peut être menée dans l'urgence et laisse très peu de place au débat et à la concertation. Elle résulte d'une conception des réformes du système éducatif qui écarte toute discussion démocratique sur les contenus à enseigner et les compétences à acquérir, ignore les travaux de recherche en éducation et, dans le second degré, pour des raisons budgétaires et idéologiques, part des structures.

Il faut en finir avec l'écriture de programmes scolaires, confisquée par quelques « experts » ou responsables, sans réelle concertation avec les professionnels de l'enseignement et de la recherche. Il faut sortir de cette méthode qui impose des choix éducatifs contestés à l'ensemble du système éducatif et qui conduit à publier des textes ignorant jusqu'aux avis du Conseil supérieur de l'éducation (CSE), sans même tenir compte d'amendements votés très majoritairement.

Il appartient, certes, à la représentation nationale de fixer les finalités et missions de l'école, lieu de formation de tous les futurs citoyens. Mais les programmes scolaires du premier et du second degré, vecteurs de ces objectifs, structurent l'enseignement. Ils doivent être mobilisateurs pour les élèves, cohérents entre eux et conçus en complémentarité pour créer du sens et construire une véritable culture.

C'est pourquoi les enseignants doivent être associés à leur construction conjointement et dans un esprit d'ouverture avec les didacticiens et les universitaires de la discipline, et avoir les moyens de se les approprier afin de pouvoir en faire des outils puissants et efficaces au service des élèves. Comment imaginer que ce qui sera enseigné ne soit l'objet d'aucun débat sérieux, d'aucune consultation réelle, d'aucune interrogation avec les personnels sur leur faisabilité, d'aucune articulation avec les conditions matérielles de leur mise en œuvre ?

Les organisations signataires lancent un appel pour une autre méthode de construction et d'écriture des programmes scolaires qui soit démocratique, transparente, plus respectueuse de « l'expertise » enseignante, et plus conforme aux intérêts des élèves.

Inscrite dans un temps suffisamment long pour permettre un bilan de l'existant et une large consultation des enseignants, ouverte à la pluralité des regards et des approches (pédagogiques, disciplinaires, didactiques, sociologiques...), cette méthode doit prévoir la confrontation, le suivi de la mise en œuvre et la vérification régulière de la pertinence des programmes enseignés avec, en particulier, les personnels et l'ensemble des organisations syndicales et associations de spécialistes. Elles demandent au ministre de l'Éducation Nationale, d'ouvrir dès maintenant le chantier de cette rénovation et d'en établir un calendrier qui inclura la remise à plat urgente des programmes les plus contestés ou considérés comme infaisables par les enseignants.

Signataires :

**- Des syndicats de personnels de l'éducation :**

FSU, SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, SNUipp-FSU, SIES-FAEN, SNCL-FAEN,

**- Des associations et des collectifs de spécialistes:**

ACIREPH (association pour la création d'instituts de recherche sur l'enseignement de la philosophie).

AEAT (association des enseignants d'activités technologiques).

AFEF (association française des enseignants de Français).

Aggiornamento Hist-Géo (réflexions et propositions pour un renouvellement de l'enseignement de l'histoire et de la géographie du primaire à l'université).

APBG (association des professeurs de biologie et de géologie).

APEG (association des professeurs d'économie et gestion).

APHG (association des professeurs d'Histoire-Géographie).

APLV (association des professeurs de langues vivantes).

APSES (association des professeurs de sciences économiques et sociales).

APV (association des professeurs de vente).

CNARELA (coordination nationale des associations régionales des enseignants de langues anciennes).

PAGESTEC (association des professeurs de technologie au collège).

UPBM (union des professeurs de physiologie, biochimie, microbiologie).

UdPPC (union des professeurs de physique et de chimie).

**- Des associations pédagogiques :**

CRAP (cercle de recherche et d'action pédagogique).

GFEN (groupe français d'éducation nouvelle).